



**ARRETE MUNICIPAL n°2024-02**  
**Reprise d'une concession**  
**temporaire trentenaire échue**  
**Concession 34-F RIVET- CALLOUD**

**Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,**

Vu l'article L 2223-15 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 48 de l'arrêté municipal 2018-126 du 27 juin 2018,

Vu l'acte d'achat de la concession du 27 décembre 1991 de Madame Germaine CALLOUD née ROUX domiciliée 21 route du Biollay à Mouxy,

Vu le courrier d'information d'échéance de la concession du 10 mai 2023 de Monsieur Florian MAITRE, Maire de la commune de Grésy-sur-Aix à Monsieur Robert CALLOUD, fils de la titulaire,

Vu le courrier d'abandon de la concession du 28 mai 2023 de Monsieur Robert CALLOUD,

Considérant qu'il convient d'assurer une rotation normale dans l'attribution des concessions temporaires consenties dans le cimetière pour l'attribution d'emplacement de sépultures.

Considérant que le délai légal des deux ans après la date d'échéance est dépassé.

Considérant que la dernière inhumation remonte à plus de 5 ans.

**ARRETE**

**Article 1 :** La concession trentenaire référencée sous le numéro 34-F dont la titulaire est Madame Germaine CALLOUD née ROUX est arrivée à échéance le 27 décembre 2021.

**Article 2 :** La concession visée à l'article 1 dont les ayants-droits n'ont pas exprimé leur souhait de renouvellement est reprise par la commune à compter de ce jour.

**Article 3 :** La famille peut récupérer les objets funéraires et signes religieux présents sur la concession dans un délai de 1 mois. Faute pour la famille de se conférer à cette disposition, il sera procédé d'office à l'enlèvement des objets et à leur destruction.

**Article 4 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur du Service Technique, le Responsable de la Police Municipale, le service du cimetière.

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Monsieur Robert CALLOUD

Fait à Grésy-sur-Aix, le 05 janvier 2024

Le Maire,  
Florian MAITRE



Affiché/publié le : 08-01-2024  
Notifié à l'intéressé le : 08-01-2024  
Certifié exécutoire le : 08-01-2024 .

En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.